

l'année précédente. Dans cette hausse, les sorties nettes de capitaux sous forme d'investissements directs à l'étranger telles qu'établies par la balance des paiements, figuraient pour quelque \$590 millions, et les gains réinvestis intervenaient pour la majeure partie du reste.

Sur un total de \$2,034 millions, quelque 18% des investissements du Canada à l'étranger en 1976 étaient placés en Europe, soit une augmentation de \$169 millions pour l'année. Le Royaume-Uni, ayant reçu \$1,037 millions, venait au troisième rang des pays bénéficiaires, après les États-Unis et le Brésil, et compte tenu des \$712 millions investis dans d'autres pays de la Communauté économique européenne, il absorbait 86% des investissements directs du Canada en Europe.

Dans les États d'Afrique, d'Asie et d'Australie, les investissements directs canadiens ont progressé de \$39 millions pour totaliser \$1,108 millions, soit 10% de l'ensemble des capitaux considérés. Les investissements directs en Asie, sauf le Japon, ont marqué une avance de 44% et se sont chiffrés à \$350 millions, l'Indonésie, les Philippines et l'Inde ayant reçu la plus grosse part.

Le secteur manufacturier a constitué la plus importante catégorie industrielle puisqu'il bénéficiait de 49% des investissements directs du Canada à l'étranger fin 1976. Les investissements canadiens dans les services publics, évalués à \$1,591 millions, représentaient 14% environ du total, tandis que ceux effectués dans le secteur du pétrole et du gaz naturel (\$1,376 millions) en formaient 12% à peu près. De 1972 à 1976, les investissements dans le domaine du pétrole et du gaz naturel ont progressé au rythme annuel moyen de 20%, mais du côté des services publics le taux correspondant n'a été que de 4%. Au chapitre des mines et des fonderies, où ils ont totalisé \$1,228 millions, les investissements directs du Canada ont crû au taux annuel moyen de 26% pendant la même période.

23.6.2 Engagements extérieurs

À la fin de 1976, les engagements extérieurs bruts du Canada se chiffraient à \$97.3 milliards. Les investissements à long terme appartenant à des non-résidents constituaient \$81.4 milliards ou 84% du total.

Les investissements directs, qui représentent essentiellement des capitaux étrangers (dette à long terme et avoir sous forme d'actions) placés dans des entreprises canadiennes et provenant du pays de contrôle, ont augmenté de 8% pour se situer à \$43.1 milliards fin 1976. Ils sont demeurés le principal élément, constituant 53% du total, contre 58% un an plus tôt.

En 1976, le commerce des valeurs mobilières canadiennes a donné lieu à d'exceptionnelles entrées nettes de capitaux totalisant \$8.6 milliards dans la balance des paiements. Les investissements étrangers sous forme d'obligations d'État se sont accrus de 35% pour atteindre \$20.6 milliards à la fin de 1976; les gouvernements provinciaux et leurs organismes ont été les principaux emprunteurs avec près de \$16.8 milliards, soit une augmentation de presque \$4.4 milliards sur 1975. La vente abondante de nouvelles émissions à l'étranger a eu pour cause un besoin considérable de capitaux chez les services provinciaux d'utilité publique ayant à financer de grands travaux, ainsi qu'un taux d'intérêt inférieur à l'étranger. Les placements à l'étranger d'obligations municipales ont été également très nombreux, marquant une augmentation de 31% pour atteindre un niveau de \$2.7 milliards en fin d'année.

Les portefeuillistes des États-Unis ont continué d'être les plus gros acheteurs d'obligations canadiennes, intervenant pour quelque \$4,882 millions ou 57% dans l'augmentation nette; leurs avoirs totalisaient \$21,666 millions. Les résidents du Royaume-Uni détenaient \$1,187 millions en valeurs mobilières canadiennes, soit un accroissement de \$310 millions, tandis que les résidents de tous les autres pays en absorbaient en 1976 pour \$3,255 millions et en détenaient au total l'équivalent de \$7,733 millions.

Les investissements étrangers dans les valeurs mobilières des entreprises canadiennes se sont accrus de \$3.4 milliards pour atteindre \$13.5 milliards à la fin de 1976. Les investissements divers, qui comprennent entre autres les investissements